

INTERVENTION DU CHEF DE LA DELEGATION DE LA REPUBLIQUE DE GUINEE

**S.E. MAHMOUD CAMARA, MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ELEVAGE, DES EAUX ET FORETS ET DE
L'ENVIRONNEMENT**

Monsieur le Président de la Conférence,
Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et
de Gouvernement

Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Mesdames et Messieurs les Chefs des délégations,
Mesdames, Messieurs.

Au nom du Président de la République de Guinée, Son
Excellence le Général Lansana Conté et de ma
délégation, je voudrais tout d'abord féliciter la FAO et
les Organisations coopérantes pour avoir organisé cette
rencontre autour de ce thème d'actualité brûlant.

Mesdames et Messieurs,

La situation mondiale de l'alimentation est caractérisée
aujourd'hui par une flambée, sans précédent, des prix
des produits alimentaires dans tous les pays du monde
avec des perspectives extrêmement sombre pour les pays
à faibles revenus et à déficit vivrier (PFRDV).

Dans certains de ces derniers on assiste à des émeutes
surtout dans les villes où les faibles revenus de la

majorité des populations rendent l'accès à la nourriture de plus en plus difficile.

Le marché mondial des denrées alimentaires a été profondément modifié ces dernières années, par de nouvelles données qui toutes, concourent à une réduction de l'offre de produits alimentaires pour diverses raisons, dont entre autres :

- La croissance accélérée des populations urbaines du fait de l'exode rural ;
- Le coût élevé des sources d'énergie fossile et leur impact sur l'environnement ;
- Les effets du changement climatique entraînant de plus en plus de catastrophes (sécheresse, inondations etc.) ayant un impact négatif sur la production agricole.

Force est de reconnaître qu'une attention insuffisante a été accordée ces dernières années au rôle de l'agriculture dans les politiques de développement, surtout en Afrique, et ce, malgré l'engagement pris en 2002 lors du Sommet de Maputo, celui d'affecter au moins 10% du budget des Etats de cette région au secteur de l'agriculture porteur de croissance.

Nous vivons aujourd'hui, au quotidien, les conséquences de cette situation.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

En de nombreuses circonstances, la réduction de la faim et de la pauvreté dans le monde a été au centre des préoccupations de la Communauté internationale par le biais de nombreuses initiatives et engagements des sommets et conférences pour faire face à ces fléaux.

Malheureusement il faut admettre que les recommandations de ces différentes rencontres n'ont pas eu d'application au niveau escompté, de sorte qu'on est contraint d'admettre que la plupart des plus pauvres et des plus affamés d'aujourd'hui risquent de l'être encore en 2015 !

Alors que faire ?

Au lieu d'accuser l'expansion de la production de biocarburants, les prix élevés des carburants fossiles, les mesures de restriction des exportations prises par certains pays, etc. il vaut mieux, à notre avis, recommander à tous :

- D'accorder une attention plus marquée au rôle de l'agriculture et de l'alimentation dans les politiques de développement avec un accent particulier sur les facteurs de production des petits agriculteurs, notamment les intrants et la maîtrise de l'eau, les infrastructures rurales et la structuration des marchés.
- De consentir plus d'investissement dans la mise au point de technologies aptes à accroître les

rendements tout en contribuant à la préservation de l'environnement.

- De placer au centre des politiques de gestion des changements climatiques les problèmes de développement de l'agriculture et de la production alimentaire.

Ceci est la responsabilité première des gouvernements des pays, mais aussi des organismes d'aide au développement et de la communauté internationale, qui devraient réviser leurs politiques d'intervention en fonction de ces orientations.

Il faut se réjouir à ce sujet que le Rapport sur le développement dans le monde 2008 de la Banque Mondiale aille dans ce sens, car il constitue un pas important vers une identité de vues avec la FAO, le FIDA et le PAM sur le rôle crucial de l'agriculture comme composante essentielle de toute stratégie de développement dans les pays à faible revenu.

Mesdames et Messieurs,

Face à cette crise mondiale il faut des solutions à court et moyen terme pour espérer des résultats tangibles dans le long terme.

Il s'agira dans le court terme de lancer un appel :

- à tous les partenaires au développement pour soutenir par leurs contributions l'IFPA (Initiative visant à lutter contre la flambée des prix des

produits alimentaires) lancée par la FAO en Décembre 2007 tendant à mobiliser 1,7 Md de dollars US pour soutenir la campagne agricole à venir dans les PFRDV, afin de permettre aux paysans d'acquérir les intrants nécessaires à une relance immédiate de la production vivrière.

- aux donateurs pour garantir au PAM et à l'UNICEF le volume de ressources financières nécessaires pour venir en aide aux pays en crise et plus particulièrement aux pays FRDV afin de lutter contre la famine qui se profile dans ces pays et ses conséquences ;
- au FMI, à la Banque Mondiale, aux Banques de Développement régionales, à l'Union Européenne et à toutes les bonnes volontés pour qu'ils accordent aux pays en crise les aides budgétaires nécessaires, pour compenser les pertes de recettes engendrées par la réduction et/ou la suppression des droits et taxes d'entrée sur les produits alimentaires et aussi pour atténuer le déséquilibre causé à leur balance des paiements par le coût élevé des importations de denrées alimentaires ;

Dans le moyen terme, il serait souhaitable :

1°) De mobiliser davantage de ressources financières pour :

- aménager les grandes plaines et les petits bas-fonds ;

- concevoir et mettre en place des systèmes d'agroforesterie capables d'atténuer les effets de l'agriculture itinérante sur brûlis, prédominante en Afrique sub-saharienne, et responsable en grande partie du changement climatique et des émissions de gaz à effet de serre ;

2°) De faciliter aux petits agriculteurs l'accès aux ressources déjà existantes dans le cadre du GEF (Global Environment Facility), du CDM (Clean Development Mechanism) et du marché émergent du carbone dans le cadre de projets permettant de les motiver à contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

En ce qui concerne plus spécifiquement les biocarburants, il faut se résoudre à accepter que, face à l'augmentation des prix du pétrole, c'est un marché qui va se développer.

Face à cette évolution inéluctable il faut :

- exhorter les pays grands producteurs de denrées alimentaires à prendre en compte la nécessité de trouver un équilibre entre production d'aliments et production de biocarburants ;
- dans les PVD veiller à ce que la compétition qui ne va pas manquer de se produire pour l'occupation des terres agricoles n'entraîne pas la spoliation des petits producteurs en terres fertiles au bénéfice des producteurs de biocarburants ;

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

En Guinée, le Gouvernement va mettre davantage l'accent sur la mise en œuvre de sa Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire qu'il a élaboré avec l'appui de la FAO, et qui est une composante stratégique de sa politique de développement agricole, vision 2015.

Dans ce cadre une Alliance Nationale contre la Faim et la Malnutrition et un Conseil National de Sécurité Alimentaire, associant toutes les parties prenantes, ont été mis en place.

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais conclure en formulant l'espoir que les résultats de notre rencontre, consignés dans la déclaration que nous allons adopter, serviront de stimulant pour plus d'action et plus de solidarité.

Je vous remercie de votre attention.